

GTE du 22 janvier 2005

1. Compte-rendu

Peut-on imaginer une société sans développement des forces productives ?

Le rapport de Stéphanie (que vous avez reçu) a été suivi d'une intervention de Laurent et d'une discussion. Les points suivants ont notamment été abordés.

1. Il y a accord sur le fait que les théoriciens de la « décroissance » font des analyses erronées que nous devons dénoncer. Il y a divergence fondamentale sur les remèdes qu'ils avancent face à la crise écologique. Par ailleurs, l'assimilation faite entre capitalisme et productivisme se discute (cf. tiers monde, pays « de l'Est », croissance ralentie en Europe). Les théoriciens de la décroissance fournissent des réponses fausses à un vrai problème : celui de la crise écologique, qui est largement le produit de la logique capitaliste (avec ou sans croissance).

2. Il y a également à peu près accord sur le fait qu'il existe des limites naturelles, au moins relatives, à la croissance des forces productives et que des seuils irrémédiables peuvent être franchis. Le développement des forces productives a un impact sur la biodiversité.

La prise en compte du lien à la nature est indispensable. Il existe des déterminations naturelles. Dans la prise en compte du lien à la nature, nous risquons deux travers symétriques : la naturalisation des sociétés humaines et la « socialisation » (c'est-à-dire réduire le problème aux rapports sociaux). La solution de la question sociale est la condition nécessaire à la solution de la question écologique mais ne résout pas en elle-même cette question.

Il convient que nous n'apparaissions pas comme des productivistes. Des nuances sont ainsi apparues dans la discussion sur la perception de la façon dont nous présentons les solutions à avancer face au chômage de masse.

Plus fondamentalement, il conviendrait de réfléchir sur le concept de « société d'abondance » en liaison avec le projet communiste.

3. De la même façon, au-delà des lectures divergentes qui peuvent être faites de Marx, il y a accord sur le fait que le développement des forces productives (s'il n'est pas sans incidence sur les rapports sociaux) est aussi le produit de ces rapports sociaux. Si Marx était sans doute moins unilatéral que l'image qu'en ont certains, il y a un problème du côté de Lénine au début des années 20.

4. Une autre question posée dans ce débat est celle des sociétés traditionnelles, des valeurs et des potentialités de développement dont elles seraient porteuses. Les marxistes seraient, pour leur part, porteurs d'une conception linéaire de l'histoire.

Sur ce point, les nuances sont fortes :

- certains mettent l'accent sur le caractère oppressif des sociétés traditionnelles, notamment vis-à-vis des femmes et considèrent qu'il convient de se démarquer clairement de toute nostalgie en la matière. Le « réenchassement » de l'économie dans un système de valeurs, la rupture avec les « eaux froides du calcul égoïste » ne peuvent se fonder sur une nostalgie réactionnaire mais sur l'affirmation de valeurs progressistes.

- De même, des nuances apparaissent sur les potentialités des sociétés traditionnelles avec des lectures différentes de la correspondance entre Marx et Vera Zassoulitch (les potentialités du « mir » russe).

Corrélativement à cette question, a été effleurée mais est restée en suspens la question, qui fait l'objet d'appréciations divergentes, de savoir si le passage par le mode de production capitaliste était historiquement évitable. Pour certains c'est une question d'un intérêt surtout historique, ou qui relève de la fiction, pour d'autre c'est une question qui a des implications actuelles au vu des débats du mouvement altermondialiste, et de l'appréciation des ressources de la dynamique émancipatrice, uniquement de lutte de classe ou pas.

5. le problème de la relocalisation et de la taille des unités productives. Malgré la vivacité du débat, un consensus semble exister sur :

- le fait que le capitalisme tend à choisir des solutions aberrantes qui conduisent à un gonflement exagéré des transports (dont par ailleurs les coûts relatifs ont fortement baissé) ;
- le fait aussi que sans tomber dans des nostalgies passéistes ou dans le « small is beautiful », la question de la taille des unités productives doit être envisagée du point de vue de l'exercice de la démocratie.

6. Le reste semble relever plus du positionnement tactique. Comment devons-nous nous confronter aux courants divers de la sphère écologique et de l'altermondialisme qui charrient des positions erronées sur tous ces terrains ? Devons-nous opérer avant tout un travail de dénonciation argumentée du caractère fallacieux de leurs propositions (et de leur collusion objective éventuelle avec les néolibéraux (MAUSS) ? Ou bien devons nous avoir une démarche du type « vrais problèmes mais solutions discutables » ?

2.

La prochaine réunion du GTE aura lieu le samedi 12 mars à 14 h30 (précises)

Lien entre finance et régime d'accumulation (titre définitif à venir)

L'exposé sera présenté par Bruno Jetin sur le *Lien entre finance et régime d'accumulation* (titre définitif à venir)

Vous recevrez un document au moins une semaine avant la réunion

Discutant(e)s : Esther Jeffers et Xavier Ragot.

3. Pour les réunions ultérieures, un nouveau thème est suggéré : celui des droits à polluer.

Notre critique actuelle se situe sur le plan moral.

Il serait important d'être capable d'en faire une critique économique sur le terrain de l'efficacité.

Quelqu'un a-t-il déjà travaillé ce sujet ou a-t-il envie de le faire ?

Sur le plan théorique, cela se ramène au vieux débat : incitation par les prix versus réglementation (il y a des analogies avec la discussion avec Cahuc et consorts). Sur le plan empirique, il y a peut-être des travaux sur les effets aux USA